

COMPTES RENDUS

Éditions de la Maison des sciences de l'homme | *Langage et société*

2014/4 - n° 150
pages 139 à 153

ISSN 0181-4095

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2014-4-page-139.htm>

Pour citer cet article :

« Comptes rendus »,
Langage et société, 2014/4 n° 150, p. 139-153. DOI : 10.3917/lis.150.0139

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

© Éditions de la Maison des sciences de l'homme. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Laura CALABRESE

L'événement en discours. Presse et mémoire sociale

Louvain-la-Neuve, L'Harmattan-Academia, 2013, 290 p.

Compte rendu de Dominique Maingueneau (Paris-Sorbonne)

Le livre que propose Laura Calabrese constitue une balise significative dans l'histoire de l'analyse du discours francophone. On peut en effet le considérer comme une sorte de bilan de multiples recherches, l'auteure prenant appui sur ce qui s'est fait dans ce domaine en sciences sociales et en philosophie, mais aussi bien sûr en analyse du discours : on songe ici au livre de Sophie Moirand (*Le discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, PUF, 2007) et aux travaux de jeunes chercheurs, en particulier Laura Calabrese elle-même, Marie Veniard, Georgeta Cislaru.

Le livre est divisé en 4 chapitres (« L'événement en théorie », « De la notion au concept », « Les formes linguistiques de l'événement historico-médiatique », « Nomination et mémoire »), eux-mêmes subdivisés en diverses sections. Les deux premiers chapitres ont donc une portée théorique, alors que les deux suivants s'intéressent de plus près aux corpus, en l'occurrence à des corpus de presse.

Le chapitre I inscrit l'événement dans un paysage plus vaste que celui des sciences du langage : les sciences sociales (de l'école des Annales aux recherches sur les médias) et la philosophie (Ricœur, Badiou, Searle, Davidson). L'événement apparaît indissociable de tout un complexe, historiquement déterminé, de techniques et d'habitudes professionnelles, ce qui fait que ces diverses approches sont finalement articulées sur le discours de presse, comme le montre la dernière section de ce chapitre : « L'événement sur la page du journal ».

Le chapitre II est beaucoup plus court (moins de 30 pages). En fait, on peut le lire comme une sorte de synthèse du chapitre précédent. Les différentes approches présentées auparavant sont mobilisées autour d'une réflexion sur la notion même d'événement. Dans la littérature sur la question Laura Calabrese distingue trois grands axes : 1) l'opposition

entre événement et structure, 2) les dispositifs (en particulier techniques) de construction de l'événement, 3) la sémantique de l'événement, appréhendé dans une perspective discursive.

Le chapitre III aborde l'incontournable question de la nomination de l'événement. Une distinction est faite entre ce qui relève du « name » (« Le bombardement de Dresde », « L'affaire Dreyfus ») et ce qui relève du « noun » (*scandale, catastrophe...*). C'est l'occasion pour l'auteure de mobiliser un certain nombre de ressources conceptuelles : désignation/dénomination, nom d'événement/nom événementiel, procès/substance... Sont également pris en compte les problèmes liés à la détermination nominale (en particulier le rôle de l'article défini), dans les expressions complètes (« la mort de César ») ou incomplètes (« la crise »). Sont également abordés les problèmes liés aux xénismes (« tsunami », « Shoah »...), aux toponymes (« Tchernobyl », « Outreau »...). Laura Calabrese s'intéresse particulièrement aux « héméronymes », c'est-à-dire aux dates servant à désigner des événements, sujet sur lequel elle a mené des recherches. Une section est également consacrée aux « phénonymes », c'est-à-dire aux mots événements d'ordre météorologique (« Katrina »). Un autre aspect qui retient fortement l'attention de l'auteure, ce sont les emplois métaphoriques, qui structurent la mémoire du discours de presse : « un Watergate français », « le 11 septembre de l'Irak »...

Le quatrième et dernier chapitre du livre est consacré à la relation entre nomination d'événement et mémoire. C'est d'ailleurs cette question de la « mémoire sociale » qui donne son sous-titre au livre de Laura Calabrese. C'est là une problématique familière aux historiens et aux spécialistes des médias. L'auteure y fait une sorte de synthèse des trois chapitres précédents en mettant l'accent sur la question du nom propre qui court en filigrane dans toute réflexion sur l'événement en discours. Elle aboutit à une définition des désignants d'événement « comme des expressions monoréférentielles, issues d'une convention de dénomination sociale à partir d'un acte de baptême posé par le méta-énonciateur, en accord tacite avec les co-énonciateurs » (p. 256). Mais cet accord peut être mis à mal, en particulier s'il y a conflit de dénominations ou affaiblissement du lien référentiel, ce qui est le cas quand le désignant d'événement a un contenu lexical.

Un « épilogue » retrace les principales étapes du parcours et les enjeux majeurs de la problématique de l'événement.

Le livre de Laura Calabrese est particulièrement utile. Bien informé, bien écrit, il explore méthodiquement les multiples questions que soulève cette notion d'événement, qui se trouve à la croisée des sciences du langage et des sciences sociales et dont les implications philosophiques sont

évidentes. L'auteure ne se contente pas de résumer les travaux existants, elle conduit une réflexion personnelle sur une question dont elle est une spécialiste indiscutable. On ne peut que recommander la lecture d'un tel ouvrage qui s'inscrit pleinement dans une démarche discursive, où s'intriquent fonctionnements linguistiques et enjeux sociaux.

Julien LONGHI et Georges-Elia SARFATI (dir.)

Les discours institutionnels en confrontation.

Contribution à l'analyse des discours institutionnels et politiques

Paris, L'Harmattan, 2014, 195 p.

Compte rendu de Laurence Arrighi (Université de Moncton).

Publié dans la collection « Espaces discursifs » qui rend compte de la participation des discours à l'élaboration d'espaces où les pratiques langagières peuvent être révélatrices de modifications sociales, cet ouvrage ne pouvait être mieux logé. Composé d'une présentation générale et de 6 chapitres, il rassemble des élaborations théoriques sur ce que serait l'essence même de toute production discursive (Présentation et chap. I), des analyses qui participent de la description de corpus institutionnels à partir d'études de cas (chap. II à IV), et des renouvellements introduits par internet et les supports numériques (chap. V et VI).

Les deux directeurs signent la « Présentation ». Ils débute en rappelant que l'idée même de discours institutionnel se laisse diversement interpréter selon que l'on considère « la provenance de certains faits de discours, ou que l'on s'attache aux processus qui président à la diffusion de ces mêmes faits » (p. 5). Dans le premier cas, la problématique est indissociable de la genèse même de l'analyse du discours [désormais AD], telle qu'elle s'est développée au sein de la linguistique puisque nombreuses sont les recherches qui ont porté sur la spécificité du rapport entre discours et institution afin de tenter d'en spécifier les caractéristiques selon des paradigmes et des instruments conceptuels différents. Dans l'autre cas, l'AD est amenée à « penser, au-delà de ses cadres initiaux, des mécanismes socio-sémantiques et sémio-discursifs d'une assez grande complexité » (p. 5). Ainsi, dans le présent volume, non seulement les ancrages énonciatifs et les modes de formation des discours institutionnels sont envisagés, mais les modalités de circulation et les visées pragmatiques de ces discours ne sont pas en reste.

Le chapitre I est pris en charge par Sarfati, qui aborde les discours institutionnels d'un point de vue théorique en appelant de ses vœux une compréhension du sens qui englobe l'institutionnel et le sémiotique, et

en recourant aux paradigmes combinés de l'AD et de la philosophie en lien avec la recherche de l'appréhension du sens qui caractérise ses travaux récents (notamment 2011).

Les chapitres II à IV partent d'études de cas. Chacun mobilise un corpus spécifique relevant soit du discours médiatique, soit de celui d'organisations publiques, soit plus directement politiques, toute catégorie de discours reconnus à la suite de Krieg-Planque (2012) comme institutionnels. Laetitia Grosjean (chap. II) s'appuie sur un corpus de presse lié au musée du quai Branly, de son annonce à son inauguration (1996-2006), pour étudier la formule *arts premiers*. Tenue par les uns pour un moyen d'éviter *arts primitifs* et les représentations négatives qui y sont associées, par d'autres comme tout aussi péjorative et non-référentielle que l'appellation initiale, cette formule s'apparenterait à un *doxème transinstitutionnel* selon une terminologie de Sarfati (2011) qui circule dans la *topique sociale* comme *possible normatif*.

Au chapitre III, l'étude de discours produits lors de crises sanitaires se construit aussi sur un corpus médiatique. Carine Duteil y regarde comment la presse a relayé le discours officiel émanant des organismes en charge des dossiers sanitaires et surtout scénarisé cette actualité. L'exemple d'un cas de détection en Europe du frelon à pattes jaunes et celui lié à l'un des épisodes d'apparition de la bactérie E. Coli sont devenus des feuillets médiatiques. Un dernier cas, qui à la faveur d'une construction de l'événement largement orchestrée, est resté célèbre comme l'*Affaire du concombre tueur* lui permet d'illustrer comment un fait médico-scientifique devient un événement politico-économique.

Le chapitre IV reflète la dimension engagée que peut prendre l'AD, toujours marquée par des préoccupations sociales et politiques. Silvia Nugara, se réclamant d'une approche des discours comme matérialisation langagière de formes de domination idéologique, examine un discours du Conseil de l'Europe. À travers quelque 90 documents, elle décrit comment la dénomination de *violence domestique envers les femmes* fonctionne comme un préconstruit qui constitue une cause, stabilise une vision et évite «subtilement» les références aux analyses féministes, lesquelles, tout en s'opposant à ce type de violences, alertent sur une rhétorique qui associe les femmes au statut de victimes. Cette contribution investit donc un nouveau terrain d'observation que sont les discours d'organisations internationales et d'experts qui proposent aux discours politiques nationaux des objectifs conçus comme indiscutables, et enjoignent les gouvernements de s'y conforter.

Ce sont aussi des terrains neufs que les deux derniers chapitres abordent en se concentrant sur ces nouvelles instances de validation des savoirs et de

circulation des discours institutionnels sur de nouveaux supports qu'offre internet. Le chapitre v, cosigné par Océane Hô-Dinh et Mathieu Valette, propose que sur internet les textes institutionnels « classiques/formels » dont l'autorité est fondée sur le statut de l'énonciateur et les conditions formelles de production peuvent être concurrencés, contestés voire disqualifiés par des textes non institutionnels « informels » produits du web social. Selon eux, nombre de forums de discussion aux procédures de modération exigeantes ne sauraient être réduits à des « avatars modernes des conversations dites du Café du Commerce » (p. 148). Sur des cas médicaux, les connaissances accumulées par les populations concernées (malades, familles et amis) complètent voire questionnent les savoirs experts et l'informatique médicale n'hésite pas à leur donner place. Si l'on savait déjà qu'avec le sida, un renouvellement de la relation soignant-client s'est opéré, c'est justement la question de la prévention à la contamination par le VIH qui est regardée ici. Par une double analyse contrastive, les auteurs entendent mettre en évidence les tendances relatives aux points de contacts et de démarcations entre des discours formels et informels produits en France et au Vietnam à ce sujet. Ils évaluent comment les informations fournies par les textes d'institutions sont complétées par les informations des internautes, et en quoi ces dernières apportent une vision qui reflète plus les préoccupations de ceux qui cherchent à se renseigner pour eux-mêmes ou un proche. Enfin, la contribution de Julien Longhi, intéressé aux formes de reprises et de circulation des discours sur internet, prend en considération non plus, comme c'est généralement le cas, un corpus homogène servant à caractériser un fonctionnement discursif propre à une institution, mais une variété de formes d'expression, de genres de discours produits lors de moments discursifs (Moirand 2007) différents. La mise en comparaison sert ainsi à repérer les spécificités sémantico-discursives et les caractéristiques formelles des discours institutionnels.

Alors que le chapitre I offrait une sorte d'introduction, ce dernier chapitre peut se lire comme conclusif. Bilan, état de lieux, il rappelle combien et comment les discours institutionnels sont actuellement un sujet privilégié pour plusieurs disciplines, et fournit aussi une voie prospective puisque, comme le suggère le titre, les discours institutionnels s'hybrideraient à l'épreuve du numérique, ce qui entraînerait un renouvellement voire une reconfiguration de la parole institutionnelle. Longhi allie ici l'étude de cas (deux déclarations du Premier ministre Jean-Marc Ayrault) à la réflexion conceptuelle, et propose donc une contribution assez théorique. Celle-ci n'est toutefois pas absente des 4 chapitres centraux de caractère plus appliqué qui, tout en donnant à lire et en tentant

de comprendre de longs extraits, offrent une bonne illustration de ce que les études empiriques peuvent apporter à la théorisation.

KRIEG-PLANQUE, A. (2012), *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin.

MOIRAND, S. (2007), *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF.

SARFATI, G-E. (2011), «Analyse du discours et sens commun : institutions de sens, communautés de sens, doxa, idéologie», in J. Guilhaumou et P. Schepens (dir.), *Matériaux philosophiques pour l'analyse du discours*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté (Annales littéraires de l'université de Franche-Comté ; 890) : 139-173.

Lorenza MONDADA (dir.)

Corps en interaction : participation, spatialité, mobilité

Lyon, ENS Éditions, 2014, 400 p.

Compte rendu de Luca Greco (Université de la Sorbonne nouvelle)

Lorenza Mondada, professeure de linguistique générale et de linguistique française à l'université de Bâle, occupe depuis plusieurs années une place très importante dans le panorama international de l'analyse conversationnelle et de l'ethnométhodologie grâce à ses travaux sur la multimodalité, la grammaire-en-interaction, les interactions dans les espaces professionnels, et plus récemment sur l'épistémè en interaction.

L'ouvrage *Corps en interaction* est le résultat de dix ans de recherches (2001-2011) dirigées par Lorenza Mondada au sein du laboratoire ICAR à Lyon. Pendant ces années, un groupe de jeunes chercheuses s'est constitué et les textes présents dans ce volume sont issus de leurs thèses soutenues dans le cadre de la linguistique interactionnelle et de l'analyse conversationnelle à l'université de Lyon-2.

Les chapitres touchent à des situations aussi variées que les visites guidées, les conversations ordinaires entre amis, et en famille; les interactions professionnelles, dont des réunions et des meetings; les interactions de service, au restaurant; les interactions institutionnelles, dans l'assistance à des personnes âgées par visiophone, dans des séances d'entraînement de personnes aveugles avec leur chien guide, et dans des espaces d'exposition artistiques.

Les enjeux analytiques et épistémologiques soulevés par la place centrale que le corps occupe dans l'organisation de l'(inter)action s'insèrent

sur le plan historique dans une tradition théorique qui puise ses origines dans l'anthropologie de Bateson et de Mead, véritables pionniers de l'usage de la vidéo en sciences sociales, dans les travaux très importants de Birdwhistell et de l'école de Palo Alto, et enfin dans le domaine de l'ethnométhodologie et de l'analyse conversationnelle grâce aux travaux pionniers de Goodwin (1981). En France, il existe une tradition également très importante dont l'ouvrage est l'héritier et qui se situe dans un courant initié par les travaux fondateurs de Cosnier (1977) en éthologie, et de De Fornel (1992) et de Relieu (1999) en ethnométhodologie.

Les textes présents dans cet ouvrage offrent au moins deux démarches différentes : on part d'une forme linguistique pour caractériser ensuite les trajectoires séquentielles dans lesquelles elle émerge ou alors on recherche la variabilité d'un pattern séquentiel. Plusieurs niveaux d'analyse sont explorés : le tour, la séquence et la participation. Sur le plan méthodologique, analytique et théorique, les apports de cet ouvrage sont multiples. Ils concernent d'abord la démarche ethnographique grâce à la mobilisation de la vidéo et à une attention toute particulière à la dimension spatiale, matérielle et technologique du terrain. Ils touchent ensuite à une nouvelle vision du locuteur qui cesse d'être une entité isolée et désincarnée pour devenir un participant qui constitue avec ses co-participants des formats et des espaces de participation. Ils concernent enfin une conception très élargie de la multimodalité avec la prise en compte des objets, du corps en mouvement et de l'espace.

Cet ouvrage se distingue des autres approches plus « taxinomiques » visant la constitution d'une grammaire culturelle des gestes ou encore des perspectives plus cognitives dans lesquelles les gestes sont isolés de leur contexte et reliés à un processus individuel de production du sens. De ce fait, le point de vue proposé par Mondada et son groupe est à la fois praxéologique et collectif, mais aussi holistique. Les gestes sont ainsi appréhendés comme faisant partie d'un tout dans lequel chaque ressource (verbale, kinésique, visuelle, prosodique, spatiale, artefactuelle, etc.) donne du sens à l'autre dans une sorte de cercle herméneutique. Dans cette perspective, « l'usage contextuellement spécifique d'une ressource peut aussi en configurer la forme et l'intelligibilité dans des usages à venir – par transformation et sédimentation de nouvelles configurations » (p. 15).

Le chapitre introductif de Mondada est une excellente introduction à l'étude de la multimodalité dans l'interaction et offre un exemple d'analyse séquentielle et multimodale de la pratique « visite guidée dans un jardin expérimental ». Trois activités sont explorées par l'auteure : les pré-ouvertures, l'introduction d'un focus d'attention conjointe et les

transitions d'une activité à l'autre. Le chapitre s'ouvre également sur un point aux forts enjeux méthodologiques par la manière dont l'observatrice équipée d'une caméra en train de filmer les interactions est considérée comme une participante s'ajustant aux pratiques des autres acteurs sociaux tout en essayant d'en assurer l'intelligibilité pour l'analyse. De ce fait, et la perspective est irréductiblement ethnométhodologique, les méthodes et les outils utilisés sur le terrain pour documenter une pratique sociale sont considérés comme étant à la fois constitutifs des pratiques observées mais aussi constitués par elles dans l'interaction.

Après l'introduction qui donne le ton à l'ensemble des travaux, on peut se pencher sur les chapitres constituant la chair de l'ouvrage. Le texte de Merlino porte ainsi sur les activités de traduction dans l'interaction et s'intéresse à la façon dont les participants traitent le système d'alternance de tour et l'analyse du tour en unités de traduction en tant que problèmes pratiques à résoudre. Oloff se penche, à partir d'un corpus de conversations ordinaires, sur un problème connu dans la littérature conversationnelle, la complétion différée (continuation d'un tour par le même locuteur au-delà de l'intervention d'un co-participant) dans le cas surtout d'interventions collaboratives ou alignées. Keel, quant à elle, travaille sur les interactions entre parents et jeunes enfants et s'intéresse tout particulièrement aux séquences avec un tour évaluatif de l'enfant et un accord faible de la part du parent. Le chapitre de Mondémé porte sur les interactions entre personnes non voyantes, leur chien guide et l'éducateur ayant éduqué le chien. Il s'agit d'une situation aux forts enjeux socialisants dans laquelle le but de l'éducateur est de rendre le couple « personne non voyante/chien » autonome. L'analyse porte sur l'accomplissement temporel, collectif et multimodal de l'évitement d'un obstacle en milieu urbain. À partir d'une analyse des réunions de travail, Markaki se penche sur l'analyse de « yes but » (avec des variantes prises en compte par l'auteure) en position initiale de tour dans des séquences de désalignement. Elle montre comment la mobilisation de cette ressource peut modifier ce qui précède et marquer un positionnement épistémique marqué de la part du locuteur en action. C'est ensuite dans le contexte des interactions en famille et de l'organisation des activités domestiques que La Valle nous amène dans son texte. Elle s'intéresse plus particulièrement à la manière dont les particules discursives (« bon ») avec les mouvements dans l'espace et les manipulations d'objets peuvent agir en tant que marqueurs de la structuration de l'action. À partir d'un terrain sur la dimension collaborative et multimodale des méthodes déployées par les membres pour accrocher une œuvre d'art dans un espace artistique, Kreplack rend

compte de la façon dont les monteurs, les commissaires de l'exposition et les artistes arrivent dans cet espace, interprètent ce qui est en cours et se positionnent de manière adéquate pour entrer en interaction avec les personnes présentes. Dans le cadre des interactions de service par visio-phonie, Colón de Carvajal s'intéresse aux formats de participation et aux contraintes technologiques offertes par la visiophonie dans les appels entre patients et conseillères dans un centre d'appel qui assure le suivi psychosocial et médical de patients rentrant à domicile après leur hospitalisation. L'ouvrage se termine enfin avec le chapitre de Hugol-Gential qui porte également sur les formats de participations à partir d'activités telles que la prise de commande, l'apport des plats, de la carte ou l'annonce des plats dans lequel plusieurs patterns sont explorés.

La richesse et la diversité des données ainsi que la rigueur méthodologique et analytique émergeant des analyses de ces travaux sont tout à fait remarquables et témoignent de l'importance des recherches menées par Mondada et son groupe au laboratoire ICAR durant la décennie 2001-2011. On peut en effet parler à ce propos d'une véritable École qui s'est formée et qui se situe dans une importante tradition lyonnaise de l'interaction qui continue sous les auspices de Traverso aujourd'hui et qui remonte aux recherches pionnières de Cosnier, de Kerbrat-Orecchioni, de Grosjean, de Bange lors de la constitution en 1988 du GRIC (Groupe de recherches sur les interactions conversationnelles). L'élan donné par Mondada aux recherches sur la multimodalité en France est incontestable et donne la possibilité à d'autres communautés présentes sur le territoire français de reprendre le relais et de rendre actuels la passion, le souhait et l'énergie des mères et des pères fondateurs et de celles et de ceux qui les ont accompagnés.

COSNIER, J. (1977), « Communication non verbale et langage », *Psychologie médicale*, 9 (11) : 2033-2049.

DE FORNEL, M. (1992), « Alors tu me vois? Objet technique et cadre interactionnel dans la pratique visiophonique », *Culture technique*, 24 : 113-120.

GOODWIN, C. (1981), *Conversational Organization: Interaction between Speakers and Hearers*, New York, Irvington Publishers.

RELIEU, M. (1999), « Parler en marchant. Pour une écologie dynamique des échanges de parole », *Langage & Société*, 89 : 37-67.

Abdelmalek SAYAD

L'école et les enfants de l'immigration

Paris, Seuil (La couleur des idées), 2014, 236 p.

Compte rendu de Françoise Gadet (Université Paris-Ouest)

Les travaux du sociologue Abdelmalek Sayad sont bien connus pour la part qui concerne l'Algérie (dont certains écrits avec Pierre Bourdieu) ou l'immigration en France (1977, 1999, pour n'évoquer que deux de ses œuvres influentes). Il est décédé en 1998, à 65 ans, et l'actuelle publication consiste en inédits trouvés dans les archives qu'il a laissées, et que sa veuve a léguées en 2006 au alors tout nouveau Musée de l'immigration. L'édition, extrêmement soignée, a été assurée par les sociologues Benoit Falaize et Smaïn Laacher, qui parsèment le texte de « notes des éditeurs » et signent une postface.

Mais à côté du Sayad spécialiste de l'immigration, il y a un moins connu spécialiste de l'école française et de son système éducatif : en témoignent de nombreuses conférences et interventions qu'il avait faites en France où il a vécu une bonne partie de sa vie professionnelle. La majorité des interventions ici présentées datent de l'époque de sa participation à la commission Berque (1984-1985), qui donnera lieu au rapport *L'immigration à l'école de la République* : celui-ci apportera peu de propositions concrètes et va décevoir quant à la prise en compte de problèmes manifestes posés à l'école face à l'arrivée d'une population qui en trouble un certain ordonnancement, que Sayad va d'ailleurs affirmer illusoire.

L'intérêt de ce qui nous est ici livré est qu'il s'agit de réflexions au carrefour de l'histoire de l'éducation et de la sociologie, portant pour l'essentiel sur la transmission des langues (le français, et les langues dites « d'origine »). Où Sayad exploite son exceptionnelle connaissance du fait migratoire (exceptionnelle à la fois parce qu'il veut tenir compte du facteur humain, et parce qu'il regarde à la fois les effets de l'émigration et ceux de l'immigration) pour comprendre ce qui se joue à l'école pour les enfants « issus de l'immigration ».

Alors que la plupart de ces textes datent de la période 1977-1996, le lecteur est frappé de leur actualité : tout ce que Sayad a alors écrit perdure aujourd'hui (en pire ou en plus grave). Il s'agit de réfléchir à la façon dont l'école française instaure des dispositifs pour réconcilier ces élèves avec l'école, en valorisant ce qui est supposé être « leur » culture et « leur » langue, ce qui aboutit trop souvent à des effets pervers d'échec scolaire massif, d'orientation vers des filières de relégation, et de découragement

des familles et des enfants qui deviendra, plus tard, le décrochage – dont on ne parle pas encore en ces termes à l'époque. Sayad défend ainsi une position à contre-courant, en mettant en cause la conception des cultures et de « l'interculturel », qui fait courir le risque de négliger les facteurs sociaux. Il récuse ainsi l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO¹), qui risque d'enfermer ces enfants dans des « origines » qui ne sont pas vraiment les leurs. Il plaide pour la nécessité de faire en sorte d'inclure ces enfants dans la société où il est probable qu'ils vivront (comme conséquence de la trajectoire migratoire des parents), ce qui passe par un bon niveau dans l'apprentissage du français.

La conception même du livre, voulant respecter les textes originaux, ne peut éviter quelques redites, en particulier du fait que beaucoup des textes ici présentés datent plus ou moins de la même période, celle de la commission Berque, dont Sayad a fait partie avant de démissionner avec l'impression de ne pas parvenir à se faire entendre (ainsi par exemple des chapitres V et VI, qui se recoupent en grande partie, aux formulations précises près). Mais justement, ces textes pour la plupart composés pour des conférences, conservent ainsi une tonalité vivante, proche de l'expression orale, mais bien servie par la saveur d'une plume incisive, à la fois argumentative et polémique. Ces textes sont encadrés d'une part d'une brève confidence autobiographique de Sayad sur son parcours scolaire dans l'Algérie coloniale, d'autre part d'une postface où les deux éditeurs reviennent sur un propos central de Sayad, à la fois profondément sociologique et politique : le malaise de la société française (et pas seulement de l'école) devant une population dont elle se plaît encore à penser la présence comme provisoire, alors même qu'il est clair (dès le milieu des années 1980, à en croire Sayad), que les familles ont fait souche ici, et qu'il est donc urgent de mieux intégrer ces enfants.

Cette lecture s'avère très riche, en pleine actualité, et devrait intéresser à la fois des sociologues, des spécialistes de l'éducation et des sociolinguistes.

SAYAD, A. (1977), « Les trois "âges" de l'immigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 15 : 59-79.

— (1999), *La double absence*, Paris, Seuil.

1. Dont on peut dire en 2014 qu'il ne s'agit pas d'un franc succès, quelles qu'aient pu être les intentions de départ, bonnes et moins bonnes.

Malika TEMMAR, Johannes ANGERMULLER, Frédéric LEBARON

Les discours sur l'économie

Paris, PUF, 2013, 195 p.

Compte rendu de Philippe Lecornu (Laboratoire Printemps,
université de Saint-Quentin-en-Yvelines)

Ce qui rend particulièrement intéressant cet ouvrage collectif issu d'un colloque, c'est qu'il engage un dialogue entre des chercheurs en sciences humaines et sociales autour d'un même objet d'étude : les discours sur l'économie. Le matériel réuni dans les différentes contributions est d'une telle diversité qu'on ne peut envisager d'en rendre compte dans tous ses aspects. Comme tout ouvrage riche en données empiriques et en références stimulantes, celui-ci suscite de multiples réflexions. C'est une libre lecture du livre qui est ici proposée. Tout d'abord les chercheurs inscrivent leur recherche dans une grande tradition de l'analyse des discours menée par des auteurs comme Jacques Lacan, Louis Althusser ou Michel Foucault. L'ouvrage se rattache également aux courants de la sociologie pour qui l'étude des croyances économiques (savantes et profanes) des agents qui les produisent et les diffusent fait partie de l'objet de l'économie (Frédéric Lebaron). L'éclairage des sciences sociales et des sciences du langage (deux principaux axes du livre) permet d'examiner un apparent paradoxe : si les théories économiques se sont révélées particulièrement en difficulté pour expliquer les mutations historiques des sociétés, cela ne les a pas empêchées de tenir un rôle social majeur comme l'atteste le développement de cette forme de scientisme qu'est l'économisme. Pour tenter d'en rendre compte les auteurs rappellent que la réalité économique est bien le produit de différents discours. Cela ne signifie pas qu'elle serait pure illusion : il existe bien évidemment une objectivité des faits économiques. Mais comme Michel Foucault a pu le montrer dans l'étude de la folie, on ne peut dissocier les faits des discours porteurs de normes (aliénisme). À la lecture des différentes contributions, on ne peut s'empêcher de penser à la présentation des quatre discours et de leur circulation que Lacan avait proposée au début des années 1970 pour indiquer la spécificité du discours de l'analyse par rapport aux discours du maître, de l'Université et de l'hystérique. Dans un contexte de fortes contestations étudiantes, la topologie des quatre discours avait permis à Lacan de prendre ses distances avec l'Université avec qui il entretenait des rapports ambivalents, se partageant entre respect et critique. Critique car Lacan pointait un risque : voir le discours universitaire se transformer en discours du maître mis en position d'agent du savoir.

Ceux qui prétendent détenir un savoir « scientifique » détiennent, au nom de ce savoir, un pouvoir illégitime. Ils veulent assujettir le désir, le guider, le modifier. En 1966, Sartre avait diagnostiqué quelque chose de similaire. Dans un dialogue avec Bernard Pingaud, il disait : « Avant, on s'efforçait d'amener les élèves à prendre conscience des problèmes, en leur laissant le soin de les résoudre eux-mêmes. Aujourd'hui, la philosophie tend à devenir l'apanage des universitaires. Certes, les philosophes, chez nous, ont toujours été des professeurs. Mais maintenant, on les tranquillise. Le philosophe technicien sait, et dit qu'il sait ». Quarante plus tard, c'est un risque similaire que le livre met en exergue. Les discours sur l'économie ne sont-ils pas en train de se transformer en discours du maître ? Comme le souligne Frédéric Lebaron, jusqu'au début des années 1980, malgré la présence du marxisme, la question économique n'avait pas encore envahi l'espace public. Certes, les débats existaient, mais sans réelle volonté de « dresser » le public sur le modèle de la psychologie du comportement. Les chroniqueurs financiers et bulletiniers de la bourse en France à la fin du XIX^e siècle voulaient rendre « aimable » la finance et non l'expliquer avec pédagogie et autorité. Ils exposaient dans les journaux les problèmes financiers, mais laissaient au citoyen le soin de choisir (Christophe Reffait). Quant aux débats économiques plus théoriques, ils restaient confinés au sein des universités. Le fait que les discours économiques aient envahi l'espace public ne s'explique pas seulement par la présence accrue des économistes en son sein. Il résulte également de l'activité des hommes politiques qui reprennent à leur compte « les schèmes de pensée et d'actions économiques ». La campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 étudiée par Frédéric Lebaron illustre cette nouvelle donne. C'est la rhétorique de la crise du « modèle social » français qui permet au futur président de la République de s'imposer au sein de l'UMP comme leader incontestable (face à Dominique de Villepin). C'est elle qui fournit au candidat des slogans de campagne dont on ne peut ici que donner un aperçu : mauvaise compétitivité de l'économie, charges sociales trop élevées, « comparaison dépréciative » avec les autres pays, déficits des comptes publics. C'est elle qui consacre en retour tous ceux qui ont parlé depuis les années 1980, sur le « mode de l'évidence », de la crise de légitimité de l'État-social : on pense aux écrits d'Alain Minc et de Pierre Rosanvallon. En l'absence de discours proprement politique (Lacan), c'est l'économie qui est venue en quelque sorte boucher le « trou de la politique ». Hier le philosophe technicien de Sartre savait et il le disait. Aujourd'hui, les porteurs des discours économiques savent. Et ils le disent... Mais que disent-ils ?

En la matière, l'ouvrage montre que c'est le plus souvent un savoir sur le savoir (une sorte de métalangage) qui circule dans l'espace public. Ainsi, sur les marchés financiers, les opérateurs mobilisent des textes « scientifiques » mais ce ne sont pas des « stocks de connaissances prêts à être utilisés » qui guident l'achat ou la vente de titres. C'est au contraire un savoir hybride, contextualisé, fruit d'un dialogue avec d'autres documents, d'autres acteurs : un « savoir » porteur d'une rationalité de « bazar » (Olivier Godechot). Il en est de même dans la presse écrite où les propos économiques correspondent à une mise en forme utilisée pour faire naître un sentiment « d'évidence » chez le lecteur. Il y a nous dit Thierry Guilbert comme une « forme de didacticité » dans les articles, « même s'il s'agit d'une didacticité implicite [...] moins au service d'une transmission stricte de connaissances que de la persuasion ». Mais avec « quels procédés discursifs de légitimisation... » ?

On observe dans les articles de presse une quasi-absence du « je » et au contraire une présence du « on » comme projet commun (Isabelle Laborde-Milaa et Malika Temmar). C'est donc une voix collective qui prend en charge les discours sur l'économie : la voix de tel ou tel journal avec son « identité discursive », celle des institutions économiques (par exemple les banques centrales) souvent assimilées à des « personnes » avec tout ce que cela comporte de références à la vocation, au projet, à la mission, à la biographie. Des personnes, c'est-à-dire quelqu'un et justement personne. Ce qui permet d'éviter de voir l'état réel des rapports de domination. Ajoutons, que cette voix collective véhicule une vision de la société. Le « sujet supposé savoir » du néolibéralisme ne se contente pas de développer le discours des « effets pervers », de « la mise en péril » ou de « l'inanité » que toute politique alternative au néolibéralisme ne manquerait pas de faire courir à la société (A. O. Hirschman). C'est à l'édification d'un monde fasciné par le chiffre (Johannes Angermüller), totalement imprégné par la culture du résultat, qu'il travaille. Un monde consensuel puisque gestionnaire. Un monde qui entend bien se débarrasser d'une certaine conception de la démocratie fondée originellement sur l'idée que certains (les experts) ne sont justement pas mieux placés que d'autres pour décider du commun.

L'article de Julien Dufour sur l'imposition de la question actionnariale dans le journal *Le Monde* (1985-2005) aborde implicitement la question démocratique dans un monde où la critique du néolibéralisme peine à se faire entendre. L'auteur étudie les prises de position de Nicole Notat et de Bernard Thibaud à l'égard de l'épargne salariale. Ce qu'il est frappant d'observer, c'est combien ce qui est dénoncé (le capitalisme financier) finit

par le « perfectionner », ou pour le moins le laisser intact. La distinction établie entre une bonne épargne au service du financement de l'investissement, de la croissance économique, de l'emploi et une mauvaise dirigée vers la spéculation financière fonctionne comme une pure rhétorique. Qui en effet pourrait s'opposer aux propos des deux dirigeants syndicaux ? Un message transparaît : venir contester le néolibéralisme en se situant sur un même terrain discursif se révèle particulièrement risqué tant la technicité des propos contribue à minimiser les rapports de domination. La faiblesse des oppositions à la mise en œuvre du programme néolibéral malgré (ou à cause de) la montée de l'expertise économique syndicale et politique mérite en tout cas d'être interrogée. Pour cesser de regarder toujours le même film, n'est-il pas urgent de sortir de l'emprise linguistique du néolibéralisme ? C'est ce que semble penser Johannes Angermüller. D'où sa proposition de « désunifier le sujet », de « libérer les voix alternatives », « les potentiels utopiques du discours tout en les confrontant aux rapports de domination de notre société ». Ces propos rejoignent les préoccupations de Lacan qui invitait à capter « l'héritage structuraliste » tout en redéployant le concept de sujet : chacun étant invité à « s'engager dans un libre risque de nature éthique » à ne « rien céder sur son désir ». Lisons ce livre.